

Kinshasa et Kigali dans la peur du coup d'Etat

Afrikarabia, 09 mars 2011 L'attaque de la résidence de Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC), le 27 février dernier, ravive le spectre des coups d'Etat dans la région des Grands Lacs. Une attaque qui ne rassure pas le voisin et allié rwandais, Paul Kagame, qui a annulé tous ses déplacements à l'étranger (et notamment Paris) de peur lui aussi d'un coup de force. A Kigali, l'attaque par une centaine d'hommes armés de la résidence de Joseph Kabila a été suivie de près par l'entourage de Paul Kagame. Le ministre de la Défense rwandais, James Kabarebe s'est même rendu à Kinshasa après l'attaque, pour reconnaître les corps des gardes du corps rwandais qui veillaient sur Joseph Kabila. Le président congolais n'était pas présent à son domicile au moment de l'assaut de sa résidence par les insurgés. Bilan de l'attaque : 19 morts et 126 prisonniers.

La tentative avortée de coup d'Etat était pourtant minutieusement préparée. Le 27 février, les insurgés ont visé plusieurs cibles : la résidence du chef de l'Etat, la base logistique centrale du camp militaire Kokolo, l'aéroport international de Ndolo et l'aérodrome de Ndolo, la Radio télévision nationale congolaise (RTNC) et les 2 prisons de Kinshasa de Ndolo et de Makala. Selon les premiers éléments de la Police, les insurgés venaient "de l'étranger"... comprendre Brazzaville, de l'autre côté du fleuve. Le site internet Afrique Intelligence croit savoir que ces éléments étaient envoyés par deux rebelles en disgrâce à Kinshasa et réfugiés à Brazzaville : Faustin Munene (ARP) et Udjani Mangbama, chef de la milice des enyele de l'Equateur. Dès le lendemain de l'attaque, l'allié rwandais du président Kabila, Paul Kagame, d'opache à Kinshasa son ministre de la Défense et fin connaisseur du dossier congolais, James Kabarebe. La sécurité du président congolais, Joseph Kabila, est en effet assurée, en partie, par des soldats de l'armée rwandaise. Depuis 2009, la RDC et le Rwanda ont mis en place une opération militaire conjointe pour venir à bout de la rébellion hutu des FDLR à l'Est du Congo. L'armée rwandaise et les autorités de Kinshasa coopèrent donc dans de nombreux domaines dont la sécurité du chef de l'Etat congolais. Pour cette raison, Kigali est très préoccupée par la situation sécuritaire en RDC. Mais les autorités rwandaises s'inquiètent pour d'autres raisons. De l'autre côté de la frontière, au Rwanda, l'atmosphère se tend depuis plusieurs mois. En 1 an, une dizaine d'attentats à la grenade a secoué régulièrement la capitale, Kigali. Le pouvoir accuse l'opposition de vouloir déstabiliser le pays. Un ancien lieutenant du mouvement rebelle hutu des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) opérant à l'Est de la RDC est récemment passé aux aveux devant un tribunal. Mais pour Paul Kagame, l'ennemi se trouve à l'intérieur chez des anciens responsables de l'APR, l'Armée Patriotique Rwandaise, le bras armé du FPR (du même Kagame !). Dans un article très fouillé sur un risque de coup d'Etat au Rwanda, sur le site Owni, cet ennemi intérieur s'appelle Kayumba Nyamwasa. Ce général rwandais de l'APR entre rapidement en opposition frontale avec Paul Kagame et se réfugie en Afrique du Sud, craignant pour sa sécurité. Le 19 juin 2010, il est victime d'une tentative d'attentat à son domicile de Johannesburg. Un journaliste rwandais affirme que Kagame se cache derrière cette tentative d'attentat est abattu quelques jours après à Kigali. Toujours dans l'article d'Owni, l'auteur affirme que le nouveau parti de Kayumba Nyamwasa, le Rwanda National Congress (RNC), a noué des contacts avec les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), composées d'anciens «généralistes» basés à l'Est de la RDC. La sécurité du régime de Paul Kagame passe donc par la stabilité du Congo voisin. L'attaque de la résidence de Joseph Kabila est donc une bien mauvaise nouvelle pour Paul Kagame qui doit redoubler de vigilance et veiller à la sécurité de son allié congolais. Christophe Rigaud